



OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

QUELQUES RÉFLEXIONS DE PARIS D'UN AMI DE LA TURQUIE

PAR DIDIER BILLION, DIRECTEUR ADJOINT DE L'IRIS

17 juin 2013

QUELQUES REFLEXIONS DE PARIS D'UN AMI DE LA TURQUIE

PAR **Didier BILLION** / Directeur adjoint de l'IRIS

Depuis plus de deux semaines l'attention est focalisée sur les événements qui se déroulent à Istanbul et dans de nombreuses villes turques. La crainte est désormais réelle que la situation ne dégénère et que des violences policières disproportionnées amplifient le nombre de morts et de blessés. Toutefois, au-delà de l'émotion, quelques premières réflexions politiques peuvent être formulées.

Tout d'abord, le fait que le mouvement en cours n'avait été prévu par personne. Si, durant ces dernières années, divers mouvements de contestation sociale s'étaient manifestés en Turquie, aucun d'entre eux n'était véritablement parvenu à se développer. Pourquoi celui parti du petit parc de Gezi s'est-il répandu aussi vite et a pris une telle ampleur ? Probablement parce qu'il est l'expression d'un mécontentement latent d'une partie de la population turque qui conteste les décisions de la majorité parlementaire et surtout la façon de gouverner du Premier ministre. Une partie de la population considère que de nombreuses déclarations et décisions de ce dernier constituent des atteintes à la vie privée et ne veut désormais plus l'accepter. Les décisions prises à propos des projets immobiliers sur le parc de Gezi apparaissent en réalité assez secondaires, mais sont « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase » sans que personne ne sache exactement pourquoi. C'est en réalité une loi de l'Histoire que les mouvements sociaux surgissent fréquemment à un moment où on ne les attend pas, de façon spontanée, sans qu'aucune main invisible ne les ait déclenchés. En ce sens, les déclarations accusant de supposés agents provocateurs manipulés par l'étranger, voire des éléments terroristes, d'être responsables de ces événements ne sont pas raisonnables et ne correspondent pas à la réalité. C'est souvent un argument utilisé par les gouvernements dans ce type de situation complexe et instable, mais il n'est ni très sérieux ni très convaincant de formuler de pseudo théories complotistes.

Ensuite, en Turquie comme dans tout autre pays démocratique, il est légitime que des manifestations soient organisées. Le seul véritable critère est bien sûr qu'elles se déroulent sans utilisation de la violence ni ne troublent l'ordre public. En contrepartie, les dirigeants politiques ont plusieurs responsabilités : tenter de comprendre les raisons qui sont la cause des mouvements de contestation, ne pas recourir à la violence de façon disproportionnée contre celles et ceux qui manifestent initialement de façon pacifique et, surtout, ne pas opposer les diverses parties de la populations les unes contre les autres. Un homme d'Etat se caractérise notamment pas sa capacité à ne pas exacerber les conflits mais au contraire à tenter de les apaiser pour que la situation ne s'aggrave. Si personne ne peut contester la légitimité de l'AKP ou celle du Premier ministre qui ont été élus dans le respect de l'exercice démocratique, il n'est toutefois pas acceptable de prétendre que le gouvernement représente la « vraie Turquie ». Les protestataires de Gezi et d'ailleurs représentent autant la Turquie que ceux qui n'y sont pas. Ce n'est pas parce que le parti au pouvoir a recueilli près de 50 % des suffrages exprimés aux dernières élections législatives qu'il est en droit de mépriser ceux qui n'ont pas voté pour lui. La démocratie est à la fois le respect du verdict des urnes et le respect de la minorité. L'exercice de la démocratie ne se réduit pas uniquement à la compétition électorale, même si celle-ci est évidemment fondamentale, c'est pourquoi les responsables politiques doivent aussi tenir compte d'autres formes d'expression politique, comme par exemple les manifestations. Gouverner c'est ainsi savoir écouter les voix divergentes et ne pas prétendre avoir toujours raison.

Une des difficultés de l'analyse de la situation réside dans son paradoxe. On peut considérer que le bilan de l'exercice du pouvoir de l'AKP depuis dix ans a positivement modifié le visage de la Turquie. Du point de vue des libertés individuelles et collectives on vit ainsi sûrement mieux en Turquie aujourd'hui qu'il y a quinze ans mais moins bien qu'il y a trois ans. Les multiples réformes qui ont marqué les années post-2001, les résultats économiques spectaculaires, le fait que l'institution militaire ait été obligée de rentrer dans ses casernes et ne puisse plus intervenir dans les affaires politiques, le début de résolution de la question kurde sont incontestablement à mettre à l'actif du gouvernement et lui ont permis de continuellement élargir sa base sociale et électorale. Ce sont des faits essentiels qu'il ne faut pas oublier. Ces éléments ne sont toutefois pas exempts de contradictions. Ainsi par exemple la mise en œuvre d'une économie ultra libérale a certes engendré de bons résultats

macro-économiques mais a aussi développé dans le même temps des pratiques spéculatives peu démocratiques, n'a pas contribué à résorber significativement les inégalités sociales et a favorisé l'apparition d'un individualisme consumériste effréné en Turquie. Ce sont ainsi paradoxalement des parties de la population qui ont bénéficié de ces progrès économiques qui contestent aujourd'hui le pouvoir parce qu'elles refusent la tentative de ce dernier à s'ingérer dans leur vie privée ou d'instaurer un ordre moral qu'elles n'acceptent pas. Au-delà des incontestables bons résultats dont on doit créditer le pouvoir sur de nombreux dossiers, sa façon de gouverner doit ainsi probablement être modifiée.

Enfin, se pose la question de l'avenir du mouvement de contestation et de la politique de l'opposition parlementaire. Le caractère spontané du mouvement constitue à la fois sa force et sa faiblesse. Sa force parce pour la première fois se retrouvent côte à côte des gauchistes, des kurdistes, des kémalistes, des féministes, des écologistes, des apolitiques, des supporters d'équipes de football, des retraités, des lycéens, des chômeurs, des salariés... qui crient les mêmes slogans. Sa faiblesse parce que - c'est une loi de l'Histoire - si cette révolte ne trouve pas de débouché politique elle s'éteindra. Il semble aujourd'hui que les partis d'opposition parlementaire ne soient pas réellement capables de relever ce défi. La question qui est posée est alors celle de la construction d'une nouvelle force politique susceptible de s'affirmer lors des prochaines élections locales et présidentielles en 2014 et générales en 2015. En ce sens hurler « Erdogan démission » est probablement l'expression d'une exaspération d'une partie de la population mais n'a guère de sens si, dans le même temps, les forces protestataires ne sont pas capables de proposer une alternative politique crédible. Ces quelques remarques sont évidemment parcellaires et devront être approfondies pour mieux saisir les défis, les forces et les faiblesses de la construction démocratique en Turquie. Les questions qui se posent sont probablement de même nature que dans de nombreux pays européens et montrent les limites d'un système où la recherche permanente de l'enrichissement et de la consommation n'est pas suffisante pour assurer la cohésion des sociétés dans lesquelles nous vivons. ■

QUELQUES REFLEXIONS DE PARIS D'UN AMI DE LA TURQUIE

PAR **Didier BILLION** / Directeur adjoint de l'IRIS

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE / 17 JUIN 2013

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

www.iris-france.org

www.affaires-strategiques.info